Les discours libéraux de résistance au continentalisme dans les années 1970

Liberal discourse on resistance to continentalism in the 1970s

Chloé Carbuccia

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/eccs/706>

DOI : 10.4000/eccs.706

ISSN : 2429-4667

Éditeur

Association française des études canadiennes (AFEC)

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2016

Pagination : 151-169

ISSN : 0153-1700

Référence électronique

Chloé Carbuccia, « Les discours libéraux de résistance au continentalisme dans les années 1970 », *Études canadiennes / Canadian Studies* [En ligne], 80 | 2016, mis en ligne le 01 juin 2017, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/eccs/706> ; DOI : 10.4000/eccs.706

LES DISCOURS LIBÉRAUX DE RÉSISTANCE AU CONTINENTALISME DANS LES ANNÉES 1970

Chloé CARBUCCIA
Université Aix-Marseille
(LERMA)

Au début des années 1970, le discours officiel du parti Libéral au pouvoir insiste sur la démarcation et l'indépendance du Canada vis-à-vis des États-Unis. Le gouvernement cherche à mettre en œuvre et à justifier des actions concrètes afin de réduire la vulnérabilité de l'économie canadienne envers le puissant voisin du Sud. Les discours libéraux dénotent un certain optimisme et posent la question du « continentalisme » qui doit être un choix politique débattu. En proposant des mesures visant à résister au « continentalisme », ces discours entérinent l'intervention du gouvernement fédéral dans l'économie et font de ces politiques un élément important de l'unité canadienne.

In the early 1970s, the Liberal discourse insisted on Canadian distinctiveness and independence from the United States. The federal government tried to design and implement policies aiming at reducing Canadian vulnerability because of its growing (inter)dependence on the American economy. The tone of the Liberal discourse was rather optimistic at first and insisted on the idea that Canada had a choice to make and thus had agency. By offering to resist the pull of "continentalism," the Liberals justified the intervention of the federal government in the economy. In turn, such intervention became a cornerstone of Canadian unity and distinctiveness.

La journaliste américano-canadienne Diane Francis propose, dans son livre *Merger of the Century*, une union politique des États-Unis et du Canada afin de résister à ce qu'elle nomme « l'agression économique de la Chine » (FRANCIS 2013). On ne s'étonnera pas que la réception de son ouvrage ait été meilleure aux États-Unis qu'au Canada. Son idée pour le moins provocatrice reflète néanmoins les questionnements soulevés par la mise en concurrence accrue des États dans l'économie mondialisée ainsi que la constitution d'intégrations régionales et la multiplication d'accords de libre-échange pour que les États demeurent compétitifs.

Dans le cas du Canada, parler d'union politique avec les États-Unis réveille des fantômes plus ou moins anciens, celui de la crainte de la mise en œuvre de la Destinée manifeste américaine au nord du 49^{ème} parallèle mais aussi la volonté de certains Canadiens de faire partie des États-Unis. Au début des années 1970, on commence à beaucoup parler au Canada de multinationales, américaines, et des nouveaux enjeux qu'elles soulèvent, ainsi que de l'interdépendance voire de la dépendance croissante envers les États-Unis. Le « continentalisme », soit une intégration croissante en matière

d'économie, de défense, voire de culture avec le puissant voisin du sud se trouve alors au centre du débat politique concernant l'avenir du Canada, centré autour des intérêts canadiens. Des liens économiques plus étroits entre les deux voisins semblent inéluctables et porter des promesses de prospérité. Pourquoi alors chercher à y résister ? C'est que ce rapprochement économique est autant présenté comme une opportunité qu'une menace. Le discours officiel des Libéraux, alors au pouvoir, qui ne nie pas les gains qu'apporterait le « continentalisme », met en balance la prospérité et l'indépendance du Canada. Il s'agit de sauvegarder son pouvoir décisionnel ainsi que de se distinguer d'un point de vue culturel alors que l'américanisation guette la société canadienne. Revendiquer l'éloignement du Canada de son voisin du Sud revêt un pouvoir unificateur et participe ainsi au projet de construction nationale du gouvernement Trudeau. Le corolaire est de justifier l'interventionnisme étatique et la mise en place de politiques sociales.

Il s'avère délicat de définir le terme continentalisme (ou continentalisation) tant son emploi est courant dans l'historiographie canadienne sans être, la plupart du temps, remis en cause ou défini. Le terme est par exemple utilisé en politique étrangère. David Haglund rappelle ainsi que l'acception traditionnelle et mythique du terme correspond à « une disposition qui trahit l'internationalisme et, ce qui est pire, trahit le Canada » (HAGLUND 2004: 9), puisque le « continentalisme » est souvent présenté comme contraire à une approche multilatérale. Pour Louis Balthazar, le continentalisme se comprend principalement en termes économiques, à savoir « la manifestation d'une volonté de permettre aux forces normales du marché plutôt qu'aux stratégies politiques et économiques des gouvernements de déterminer les flux commerciaux entre les États-Unis et le Canada » (BALTHAZAR 1983: 24). On se rapproche ainsi du libre-échange. Il donne aussi comme définition « une forme avancée d'intégration économique et culturelle à l'Amérique du Nord », ou « sous une forme plus intensive, comme devant comporter un certain degré de planification conjointe, de gestion conjointe des ressources et probablement aussi de politiques conjointes » (BALTHAZAR 1983: 24). Le chercheur parle du continentalisme comme d'« une mentalité, un état d'esprit » et précise que l'intégration culturelle précède l'intégration économique (BALTHAZAR 1983: 25). Le continentalisme recouvre donc à la fois une réalité – l'intégration économique – ou une vision imaginaire englobant la culture, la mentalité et la politique.

Employé au Canada dans les années soixante-dix, ce terme signifie principalement l'attraction exercée par les États-Unis ainsi que

DISCOURS LIBÉRAUX DE RÉSISTANCE AU CONTINENTALISME

l'interdépendance croissante des économies canadiennes et américaines, mettant en exergue leurs vulnérabilités. Le continentalisme est souvent présenté comme une force plus ou moins irrésistible, remettant en cause l'efficacité voire la nécessité de décisions politiques concernant cet aimant qui semble s'évertuer à ancrer le Canada dans l'Amérique du Nord, loin de l'Europe, de l'Asie et même de l'Amérique latine.

Penser le continentalisme dans les années 1960 et 1970 revient à poser des questions du type : faut-il résister à une promesse de prospérité au risque de perdre son pouvoir de décision politique, voire sa culture et donc la raison d'être de l'État ou au contraire est-il préférable de ne pas lutter et se laisser entraîner dans le mouvement ? Aux prémices de l'économie mondialisée, la mondialisation se comprend avant tout comme une forme d'américanisation au Canada dans la mesure où trois-quarts des multinationales sont alors américaines. Poser le continentalisme comme une force irrésistible, une « force de la nature » comme l'a fait John Holmes (BALTHAZAR 1983: 29) soulève cependant plusieurs problèmes, notamment parce que cela suppose de nier d'emblée l'impact des choix politiques et sociaux et aussi car les mécanismes économiques, migratoires, sociaux, l'instauration d'organisations transnationales voire supranationales n'ont pas grand chose à voir avec « la nature ».

Ce qui paraît intéressant dans le cas du Canada des années soixante-dix, c'est que la question du choix entre l'intégration économique (avec toutes les craintes et les promesses qui y sont associées) avec les États-Unis ou la poursuite d'une politique intérieure de renforcement de l'industrie est posée explicitement. De plus, le gouvernement a tenté de diversifier ses échanges commerciaux à l'international pour contrebalancer son interdépendance asymétrique avec son puissant voisin. Ainsi une forme d'internationalisation était perçue comme une solution possible à une forme de pré-mondialisation. Ce choix s'est posé à un moment où les États-Unis étaient beaucoup moins attractifs pour les Canadiens – non seulement les deux économies sont ralenties, connaissent un déficit de leur balance des paiements, une hausse du chômage et de l'inflation – mais aussi la violence aux États-Unis et leur embourbement dans la guerre du Vietnam retiennent plus de Canadiens de passer la frontière et on assiste à un renversement dans les échanges migratoires: plus d'Américains passent la frontière que de Canadiens au tout début des années soixante-dix.

Chloé CARBUCCIA

Le gouvernement Trudeau élargit aussi les contours de l'identité canadienne, modifiant durablement la définition du Canada. Si la menace américaine n'est plus autant brandie qu'elle a pu l'être auparavant, la crainte que peut représenter la domination américaine reste un élément rhétorique important pour une frange non négligeable des intellectuels de gauche canadiens qui exerce de l'influence sur les politiques gouvernementales. Car si jusque dans les années soixante les Libéraux se faisaient les défenseurs du libre-échange (et étaient donc parfois présentés comme continentalistes), ce sont à présent les Conservateurs qui sont partisans du continentalisme. Une forme de nationalisme de gauche émerge dès le milieu des années soixante qui reprend à son compte le continentalisme comme menace à la souveraineté canadienne. Cependant, si le discours libéral se méfie du continentalisme, le ton est loin d'être désespéré et au contraire c'est l'optimisme (malgré les craintes) qui semble marquer la première moitié des années soixante-dix. De même, si les discours conservateurs sur le continentalisme dans les années soixante sont clairement pessimistes, les discours libéraux des années soixante-dix sont plutôt optimistes et cherchent à légitimer l'intervention du gouvernement fédéral dans l'économie.

Les discours d'intellectuels conservateurs alarmistes et désespérés concernant la domination du Canada par les États-Unis semblent plutôt bien représentés par les textes du Canadien George Grant, philosophe, professeur de science politique et de religion. En 1965, Grant publie au Canada un pamphlet anti-américain très influent, une virulente critique du gouvernement libéral de Lester Pearson au titre éloquent: *Lament for a Nation, the Defeat of Canadian Nationalism*. Dans ce texte, il déplore tout simplement la disparition du Canada, dont la souveraineté s'est trouvée assujettie au sud de la frontière. Pour lui, le nationalisme canadien n'existe plus, et il a emporté l'avenir du pays avec lui, laissant ce qui reste du Canada aux mains des États-Unis: « We find ourselves like fish left on the shores of a drying lake. The element necessary to our existence has passed away » (GRANT 1965: 3-4) ; « perhaps we should rejoice in the disappearance of Canada. We enter the excitement of the United States where all the great things are being done » (GRANT 1965: 88). Pour Grant, le Canada était voué à disparaître mais les Libéraux sont tout de même responsables puisqu'ils ont diffusé l'idée que le continentalisme était non seulement inéluctable mais aussi souhaitable car source de richesse:

In the twentieth century it is inevitable that Canada should be swallowed up; since 1940 this should have been obvious to any political analyst. Liberal leadership has recognized this and has taught the masses to

DISCOURS LIBÉRAUX DE RÉSISTANCE AU CONTINENTALISME

accept it smoothly. Third, Canada's disappearance is not only necessary but good. As part of the great North American civilisation, we enter wider horizons; Liberal policies are leading to a richer continentalism (GRANT 1965: 37).

Ainsi le continentalisme est présenté comme une force tentatrice et se laisser entraîner dans son sillage constitue une faiblesse voire une faute morale, celle de céder à la cupidité, à l'attraction opérée par les promesses de prospérité, au prix de sa souveraineté et donc de son intégrité. Grant parle du Canada comme d'une succursale, une filiale satellite des États-Unis, soit une terminologie aussi employée par l'historien canadien Donald Creighton. Son ouvrage *Canada's First Century*, publié en 1970, révèle aussi un pessimisme profond quant à l'avenir de son pays qu'il décrit comme une « filiale de l'économie américaine », « un satellite militaire » d'Oncle Sam. La nouveauté selon lui est que les médias de masse américains ont transformé le Canada en « colonie culturelle » de son voisin, mettant en danger l'identité canadienne :

The real danger to the Canadian identity lay in the enormous pressure of the American mass media – radio, television, motion pictures, and periodicals – which were busily turning the nation into a cultural colony of the United States in the same way as it was already becoming a branch-plant economy and military satellite (CREIGHTON 1970: 308).

Laurence Cros analyse ainsi les écrits de l'historien :

Creighton lie toutes les facettes de la domination américaine (économique, politique, philosophique, et, pour finir, spirituelle) pour souligner la dissolution des valeurs spécifiques au Canada. Les Canadiens ne vendent pas simplement leurs ressources naturelles, mais leur âme toute entière. Cette vision très noire reflète le désespoir de Creighton devant l'érosion de l'identité canadienne par la civilisation technologique importée des États-Unis (CROS 1998: 354).

Si Creighton a moins influencé la gauche canadienne de part son conservatisme, les idées de Grant, qui présentait les deux voisins comme des « entités antithétiques » (BÉLANGER 2011: 216) ont fortement marqué la génération dite de « nouvelle gauche » ou de « nouveaux nationalistes ». Ce type de discours conservateur apparaît comme profondément pessimiste, et ce qui marque dans les discours officiels des Libéraux au gouvernement fédéral c'est au contraire une note, sinon d'optimisme, du moins d'espoir fondé sur

Chloé CARBUCCIA

l'idée que les Canadiens doivent mettre en œuvre des stratégies pour résister à l'attraction continentale. Il s'agit alors pour le Canada de prendre son destin en main face au fatalisme apparent. Les politiques de la 3^{ème} Option révèlent l'idée sous-jacente d'un choix possible, d'une décision souhaitable et nécessaire, à prendre par les Canadiens, qui pourrait s'avérer déterminante pour leur avenir.

C'est bien cette notion de choix qui se trouve au cœur du discours officiel des Libéraux au sein du gouvernement fédéral, dès le début des années soixante-dix. Il s'agit de regarder la situation en face et d'en tirer des conclusions, des lignes directrices guidant des politiques canadiennes *a priori* rationnelles et objectives. C'est l'idée d'action – et non celle de réaction – qui est au centre de ce discours. Si le continentalisme revêt toujours dans le discours la forme d'une force dont l'attraction paraît inéluctable, cette dernière n'est plus présentée comme souhaitable. Au contraire, il semble préférable d'y résister, donc de prendre en main son destin. Un autre facteur essentiel réside dans le concept d'intérêt : ce qui compte désormais – soit ce sur quoi le discours insiste –, c'est de défendre les intérêts canadiens. Ce facteur est présenté comme central dans la politique étrangère canadienne suite à la révision de cette dernière. Résister à la continentalisation, soit à l'attraction de l'intégration croissante avec le voisin du sud, suppose tout d'abord d'examiner la situation puis de mettre en place des mesures correctrices. Ainsi la résistance au continentalisme implique nécessairement, voire logiquement, l'intervention du gouvernement fédéral dans l'économie.

Cette résistance, possible à travers la diversification des partenaires économiques, est explicitement présentée comme un choix. La Troisième Option ou « Troisième Voie » est associée aux politiques économique et énergétique dites « nationalistes », conduites par le gouvernement Trudeau au début des années soixante-dix, bien qu'elle ait tout d'abord été formulée comme une direction à suivre pour la politique étrangère canadienne. En 1970 paraissait le Livre Blanc sur la politique étrangère canadienne, sous la forme de six livrets publiés par le Département des Affaires Extérieures et signés du nom de son Ministre, Mitchell Sharp. *Foreign Policy for Canadians* faisait suite à une révision de la politique étrangère canadienne décrite comme dépassée, comme ne tenant pas compte des changements dans l'ordre mondial depuis sa formulation au début de la guerre froide (HALLORAN et. al. 2005 : 1-2). Par ailleurs, Mitchell Sharp écrivit plus tard que les observations du livre blanc ont elles-mêmes rapidement été rendues obsolètes par la vitesse à laquelle le monde évoluait (SHARP 1994 : 177). La nouvelle orientation proposait d'insister

DISCOURS LIBÉRAUX DE RÉSISTANCE AU CONTINENTALISME

avant tout sur « les intérêts et objectifs canadiens », ce qui correspondait aussi bien à la vision de Trudeau qu'à celle de Sharp (SHARP 1994 : 164).

Une des critiques majeures adressées à ce Livre Blanc concernait l'absence de livret sur la politique canadienne à l'encontre des États-Unis, alors que cinq livrets étaient dédiés respectivement à l'Europe, à l'Amérique latine, au Pacifique, au développement international et aux Nations Unies. Selon Sharp, le Livre Blanc tout entier portait principalement sur les relations avec le voisin du Sud, tant ces dernières étaient omniprésentes (SHARP 1994: 177). Le deuxième chapitre du premier livret, centré sur la définition des buts nationaux, est par ailleurs plutôt clair à cet égard puisqu'il est question du degré de proximité souhaitable avec les États-Unis. De façon intéressante, le texte oppose d'une part la recherche de la prospérité et d'un niveau de vie élevé et d'autre part la préservation par le Canada de son « indépendance souveraine » :

For most Canadians their “political” well-being can only be assured if Canada continues in being as an independent, democratic and sovereign state. Some Canadians might hold that Canada could have a higher standard of living by giving up its sovereign independence and joining the United States. Others might argue that Canadians would be better off with a lower standard of living but with fewer limiting commitments and a greater degree of freedom of action, both political and economic. For the majority, the aim appears to be to attain the highest level of prosperity consistent with Canada's political preservation as an independent state.¹

Ainsi présentés, les États-Unis symbolisent la prospérité et les Canadiens semblent tiraillés entre abandonner leur indépendance en échange de la prospérité économique ou sauvegarder leur liberté d'action économique comme politique, en échange d'un niveau de vie moins élevé. L'alternative proposée repose sur la dualité prospérité / liberté. Ce discours présenté en termes rationnels rejoint pourtant ceux qui représentent les États-Unis comme opérant un fort pouvoir d'attraction dont il faut se méfier car la menace est bien réelle, un peu comme si le Canada était le personnage d'un conte face à un personnage étrange et tentateur visant à tester sa morale et dont les choix détermineraient la suite de l'histoire de façon irréversible. La synthèse finale de Sharp cependant propose une autre direction, qui ne mentionne pas les États-Unis, et qui cherche

¹ DEPARTMENT OF EXTERNAL AFFAIRS (1970), Bureau of Intelligence and Research, "Canada: Canadian Nationalism as a Factor in US-Canadian Relations," Research Study, Department of State, July 6, 1970, p.10.

à réconcilier la prospérité avec le maintien de la souveraineté. La notion de choix est bien centrale car on ne décrit pas des forces déterministes externes, obscures, naturelles ou irrésistibles mais l'enjeu repose au contraire sur la responsabilité et la détermination du Canada à jouer un rôle actif dans son avenir. Les termes semblent rationnels et logiques, le ton n'est ni alarmiste ni fataliste. Au début des années soixante-dix, les discours comportent, à des degrés divers, une note d'optimisme ou du moins de confiance: on répète, voire assène, que des changements de politique peuvent donner une autre tournure aux événements et améliorer la situation.

Les discours du pouvoir en place dépassent alors la rhétorique et s'accompagnent de mesures effectives afin d'assurer l'indépendance du Canada. De façon ironique, ce sont les politiques protectionnistes de l'administration Nixon en 1971 qui créent l'opportunité pour le gouvernement canadien de s'interroger explicitement sur les perspectives d'avenir du pays et donc sur ses choix en matière de politique envers les États-Unis. En 1971 le secrétaire du Trésor américain, John Connally, décide d'imposer une taxe supplémentaire sur les importations de 10%, y compris celles en provenance du Canada, ce qui va à l'encontre des ententes négociées au milieu des années soixante. Cette décision (dont la mise en pratique fut pourtant de courte durée) a été surnommée le « Choc Nixon ». Sharp était chargé de mener une étude spéciale des relations canado-américaines.

Un document rédigé par un haut-fonctionnaire du département des affaires extérieures, Klaus Goldschlag, propose alors trois voies ou options. La première maintient plus ou moins le statu quo, la deuxième voit le Canada délibérément rechercher plus d'intégration avec les États-Unis, et la troisième suggère que le Canada poursuive une stratégie à long terme visant à réduire sa vulnérabilité en renforçant son économie et d'autres aspects de sa vie nationale (SHARP 1994: 184). Ces options furent débattues pendant de longs mois au cabinet et au *Cabinet Committee on Priorities and Planning* avant que la troisième – qui avait la préférence de Sharp – soit adoptée par le cabinet, soutenue fortement par Trudeau car elle indiquait clairement la volonté du gouvernement de maintenir l'indépendance du Canada (SHARP 1994: 185). Sharp relate par ailleurs que le Ministère des finances, de l'industrie et du commerce préférait la première option puisqu'il pensait que révéler leur jeu risquait de nuire aux négociations avec les Américains (SHARP 1994: 184-185). Surtout, personne n'a défendu l'option de l'intégration économique avec les États-Unis, ce qui montre que, sous le gouvernement Trudeau, le continentalisme – c'est à dire resserrer les liens économiques avec le voisin du

DISCOURS LIBÉRAUX DE RÉSISTANCE AU CONTINENTALISME

Sud – est rejeté comme étant contraire aux intérêts canadiens. Lors d'un discours prononcé en 1972, Sharp déclare:

We believe that option Two, the option of integration, is unacceptable for a variety of reasons. In the government's view, the best choice for Canada is Option Three [...] In the case of the second option, the goal would be integration with the United States in some form; in the case of the third option, the goal would be an economy and culture less vulnerable to the continental pull (SHARP 1972 : 110).

Il défend la troisième option en mettant en exergue la notion de choix et d'action :

Options are not policies. They provide a framework within which policy decisions can be taken. They can give a basic orientation to policies. [...] The first [option] is not really a strategy at all. It is reactive. It involves waiting on events. It means facing individual issues as they arise, and deciding these issues on their own merits, not in relation to some larger purpose (SHARP 1972: 109).

La Troisième Option a souvent été décrite comme la tentative par le gouvernement Trudeau de diversifier ses échanges, notamment avec l'Europe et le Japon (mais aussi avec l'Amérique latine). Ainsi on peut y voir une forme d'internationalisation délibérée dans le but de contrebalancer le continentalisme. Cependant cette option ne consistait pas uniquement à développer les échanges commerciaux avec d'autres aires géographiques mais prévoyait aussi d'améliorer l'efficacité et la compétitivité de l'industrie et un plus grand contrôle de l'activité économique canadienne (SHARP 1994: 184). L'étude de Sharp, publiée en 1972 sous le titre « Canada-U.S. Relations: Options for the Future », visait également à diminuer l'influence américaine sur la culture canadienne² et prévoyait « un remaniement substantiel de politiques intérieures afin de rendre le Canada plus autonome dans ses programmes économiques, sociaux et culturels » (HALLORAN et. al. 2005: 11). Néanmoins Sharp ne semblait pas penser que la Troisième Option allait faire disparaître pour autant les pressions continentales. Pour lui, cette voie n'impliquait pas d'hostilité à l'encontre des États-Unis, il se voulait rassurant quant à la direction que prendraient les relations canado-américaines :

² HILLMER, Norman (2006), « Third Option », *the Canadian Encyclopedia*, <http://www.thecanadianencyclopedia.ca/en/article/third-option/>.

Chloé CARBUCCIA

The option is in no way an anti-American option. It implies no hostility to the United States. [...] in an age of interdependence, it will be impossible to make Canada totally invulnerable to continental pressures and unrealistic even to try. [...] whatever success we have will be achieved not overnight but over time (SHARP 1972 : 111).

Ces propos font aussi écho au discours prononcé par le président américain Nixon devant le Parlement canadien le 14 avril 1972. Trudeau avait ouvert la session avec les propos suivants :

Nos deux pays et nos deux peuples ont beaucoup de choses en commun, mais ni leur esprit, ni leurs intérêts ne sont identiques, et j'estime que passer outre à ces différences serait préjudiciable à une bonne compréhension mutuelle. [...] Le fait de vivre à proximité de ce grand pays que sont les États-Unis est certainement source de stimulation pour le Canada et pour ses citoyens. Les Américains ne peuvent guère poser de gestes sans que nous en éprouvions ici les répercussions. [...] tout cela marque fortement la conscience collective de notre nation. Il est donc tout naturel pour les Canadiens de comparer presque toute leur activité à celle des États-Unis dans des domaines semblables.³

Le discours de Nixon fait ressortir une bonne compréhension de la situation au Canada, et a été décrit par Ivan Head, conseiller de Trudeau en politique étrangère, comme « une déclaration de non-intervention économique », faisant ainsi écho à la doctrine Monroe. Nixon rappelle :

Nos économies sont intimement liées. Cependant, cette interdépendance et notre désir réciproque de sauvegarder notre indépendance ne sont pas nécessairement incompatibles. Aucun pays qui se respecte ne peut ou ne devrait adopter pour postulat qu'il sera toujours économiquement tributaire d'une autre nation. Reconnaissons une fois pour toutes que la seule façon pour nos deux peuples fiers d'établir entre eux des rapports sains et étroits serait de rechercher un mode d'interaction économique qui profite à nos deux pays et qui respecte le droit du Canada de tracer sa propre voie économique.⁴

³ DÉBATS CHAMBRE DES COMMUNES (1972), *Foreign Policy for Canadians*, Quatrième session 28ème législature, volume 2, Ottawa, Published by the Queen's Printer, p. 1327

⁴ « Allocution de M. Richard Nixon à la Chambre des Communes le 14 avril 1972 », *Ibid*, p. 1328

DISCOURS LIBÉRAUX DE RÉSISTANCE AU CONTINENTALISME

Le gouvernement libéral mené par Pierre Trudeau a aussi tenté de tracer sa propre voie économique, en révisant notamment les investissements étrangers au Canada, c'est-à-dire principalement les investissements issus de capitaux américains. Suite à différents rapports sur l'économie du Canada, portant en particulier sur les investissements étrangers sur le sol canadien⁵, le gouvernement met en place l'Agence de Révision des Investissements Étrangers en 1974 (FIRA), ce qui soulève des inquiétudes côté américain menant à un examen de certaines pratiques sous l'égide du GATT⁶. Pour le Département des Affaires Extérieures au début des années 1980, la position canadienne est justifiée par sa situation unique et la défense de ses propres intérêts :

Some 80 percent of all foreign direct investment in Canada is of US origin, controlling about 24 percent of Canadian non-financial industries. [...] the reasons behind the Canadian approach are fundamental – a level of foreign ownership and control in its economy which is unique among industrialized countries and a need to ensure that foreign investment brings significant benefit to the Canadian economy⁷.

Il n'est pas question ici de domination culturelle du Canada par son voisin. Par contre, le Comité pour un Canada Indépendant créé en 1970 (qui a inspiré un nombre de mesures de nationalisme économique prises par le gouvernement) établissait un lien clair entre contrôle économique et contrôle politique, menant directement à la disparition finale du Canada :

With this economic control comes political control, as foreign-based head offices forbid their Canadian branch plants to take part in legitimate trade that does not happen to coincide with American foreign policy[...] Our land won't be our own much longer if we allow it to continue to be sold out to foreign owners. Not if we allow another culture to dominate our information media. [...] if we are to ensure this country's survival, the federal government must adopt legislative policies that will significantly diminish the influence presently exerted

⁵ Voir GRAY, Herb (1972), *Investissements étrangers directs au Canada*, Ottawa, Gouvernement du Canada, Bureau du Conseil Privé. WATKINS, A.J. (1968), *Propriété étrangère et structure de l'industrie canadienne : rapport du Groupe d'études ad hoc chargé d'étudier la structure de l'industrie canadienne*, Ottawa, Bureau du Conseil Privé.

⁶ Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994.

⁷ AFFAIRES EXTERIEURES CANADA (1981), « Relations between Canada and the U.S.A », Direction des programmes d'information au Canada, Bibliothèque Affaires Extérieures, p. 3-5

Chloé CARBUCCIA

by the United States – its citizens, its corporations and its institutions – on Canadian life(cité par HEAD 1972 : 11).

Cette crainte des États-Unis était partagée par Walter Gordon, ancien Ministre des finances dans le gouvernement Pearson et membre du Comité pour un Canada Indépendant :

Of course, if the economies of Canada and the United States were merged, we would either become a helpless political as well as economic satellite of the United States or eventually be absorbed by our much more powerful neighbour. I am one of those who for a variety of reasons, both historical and emotional as well as economic, would prefer to see Canada remain a free and independent nation, or as free and independent as any country can be in our increasingly interdependent world. [...] I do not, therefore, believe that the theories of the extreme free trade, laissez-faire economists or the continentalists are appropriate for Canada (GORDON 1978: 16).

Il s'avère difficile ici de distinguer ce discours de ceux tenus par les Conservateurs quelques années plus tôt. Au cours des années soixante s'opère un glissement des critiques du continentalisme de droite à gauche et ce sont donc les Conservateurs qui se retrouvent à défendre l'intégration économique sous la forme du libre-échange. Si le discours change de porte-parole, il ne change pas pour autant de contenu comme l'a montré Damien-Claude Bélanger: « though the intellectual underpinnings of both continentalism and anti-Americanism fundamentally changed in the 1960s, many of their basic arguments remained the same » (BÉLANGER 2011: 215).

Gordon avait quitté le parti libéral et ne le représentait donc plus dans les années soixante-dix. Néanmoins, le Comité pour un Canada indépendant ainsi que les membres du Nouveau Parti Démocrate ont eu de l'influence sur les politiques économiques du gouvernement. Si les Libéraux au pouvoir n'emploient pas de rhétorique émotionnelle mais rationnelle, il n'en reste pas moins que les rapports d'étude sur les investissements étrangers les poussent vers la « canadianisation ». En 1967, le ministre du commerce canadien Robert Winters ne diabolisait pourtant pas les investissements américains et cherchait même à réhabiliter l'image des investissements étrangers en répondant aux préjugés communément admis à leur encontre. En revanche, il replaçait au cœur de sa réflexion le rôle du gouvernement :

DISCOURS LIBÉRAUX DE RÉSISTANCE AU CONTINENTALISME

It is stated these multinational corporations are used, or could be used, as instruments of political control by a foreign government. [...] what foreign capital does in Canada is a matter for the Government to determine. It is up to us to state the rules of the game and we have done so. [...] as part of its programme, the Government must state what criteria are to be followed to make sure the national interest is served (WINTERS 1976 : 86-87).

Quelques années plus tard, il n'est pas question de prendre la défense des investisseurs étrangers, mais l'idée que c'est au gouvernement de décider reste prépondérante. Si le ton change, c'est aussi parce que l'opinion a changé rapidement et qu'un pourcentage plus important de la population (avec cependant des différences entre les provinces) déclare penser que le contrôle étranger est une mauvaise chose, notamment en Colombie-Britannique. Par exemple, en 1974, 58% des Canadiens déclarent qu'il y a trop d'influence américaine dans le mode de vie canadien et certains se disent prêts à diminuer leur niveau de vie pour gagner en indépendance. Une majorité de Canadiens soutient une régulation par le gouvernement des investissements américains mais l'opinion reste divisée quant aux moyens à employer si une telle régulation devait conduire à un niveau de vie moins élevé. En ce qui concerne une restriction sur les importations de produits culturels en provenance des États-Unis, c'est parmi les élites que l'on soutient le plus une action de la part du gouvernement (SIGLER et GORESKY 1974 : 666). Si au début des années soixante-dix l'Ontario et la Colombie Britannique se démarquent des autres provinces en ne soutenant pas le libre-échange, c'est parce que ces provinces bénéficient de leur propre industrie et capital et qu'elles risqueraient de perdre cet avantage avec le libre-échange (SIGLER et GORESKY 1974 : 668).

Ce qui sous-tend le discours officiel libéral, c'est alors la légitimation de l'intervention de l'État et donc le renforcement du gouvernement fédéral, la concentration des décisions à Ottawa au détriment des provinces. Néanmoins ce discours, s'il emploie parfois un ton inquiet quant à la domination américaine, n'est pas fondamentalement anti-américain. Le gouvernement s'est par ailleurs empressé de rassurer Washington quant à ses intentions en matière de nationalisme économique. En revanche une forme de nationalisme anglophone devient très prégnante au Canada et se nourrit d'une « analyse critique de l'impérialisme américain » selon les termes de Kenneth McRoberts, pour qui « the primary goal of the new nationalism was not to maintain the Canadian federal system but to emancipate the nation from American domination » (McROBERTS 1997: 53).

Chloé CARBUCCIA

Le discours officiel libéral est, quant à lui, plus centré sur le Canada que sur l'hégémonie américaine. Il semble plus s'agir de proposer aux Canadiens un projet commun de regagner le contrôle de son destin en prenant le contrôle de son économie. Ce projet est unificateur, rassembleur dans la mesure où il est présenté comme positif et joue sur l'élan d'optimisme canadien à la fin des années soixante : ce projet propose d'affirmer sa liberté tout en étant acteur de sa prospérité en cherchant à réduire sa vulnérabilité. Il présente une possibilité de retourner la situation à son avantage: à travers l'action du gouvernement fédéral, une faiblesse peut être transformée en force dynamique positive. Il implique une responsabilité (presque morale) du Canada, celle de résister à une force extérieure ainsi qu'au risque de délitement de l'intérieur. Ce faisant, l'intervention de l'État dans l'économie est conçue comme souhaitable, garante de la société « juste » et donc distincte des États-Unis, ce qui à son tour légitime et justifie le rôle joué par Ottawa. De ce fait, prôner le continentalisme représente ensuite une remise en cause des politiques sociales de centre-gauche. Pour Damien-Claude Bélanger :

Continental integration was, of course, presented as a menace to the Canadian nation. In the late twentieth century, however, it was viewed as a threat to the social programs and left-of-centre values that were now believed to define the Canadian experience (BÉLANGER 2011 : 215).

Les intérêts de classe sont aussi à prendre en considération, comme l'a fait Philip Resnick en 1977. Pour lui, la grande bourgeoisie voit sa vieille peur de la domination américaine disparaître alors qu'elle aspire à un statut « multinational » (RESNICK 1977: 197), alors que la nouvelle petite bourgeoisie (composée d'enseignants, de professeurs, de salariés et de fonctionnaires) trouve son intérêt dans un État interventionniste fort (RESNICK 1977: 170).

À la fin des années quatre-vingt, alors que la politique de la Troisième Option est largement considérée comme un échec et que le débat sur le libre-échange fait rage, il est à nouveau question dans le discours libéral – maintenant dans l'opposition – de voir le Canada disparaître à cause de l'intégration à l'économie américaine. Cette fois le danger concerne les politiques sociales, les politiques keynésiennes et implique la résistance – à nouveau – à la domination américaine. Le pessimisme et l'alarmisme reprennent alors le dessus sur l'optimisme et sur les discours qui étaient présentés en termes rationnels et moins émotionnels. Le discours de Sharp sur le libre-échange dans ses mémoires est très éloquent à cet égard :

DISCOURS LIBÉRAUX DE RÉSISTANCE AU CONTINENTALISME

My opposition to the Free Trade Agreement was not based on economics. I am an advocate of freer trade. [...] What I considered a deplorable error in terms of national policy was to shift from a multilateral or international approach to a continental approach [...]. Until then, we had done what we could to resist the overwhelming influence of the United States in our economy, our culture, and our politics. By entering into an exclusive free-trade agreement designed to integrate the economies of our two countries, we were not only abandoning our resistance, we were deliberately inviting ourselves to be overwhelmed. To the proponents of the Free Trade Agreement who put economics first and down played the threat to Canadian independence, identity and freedom of action, I responded by pointing out that if the primary goal of national policy is, as they contend, to ensure more and better jobs for the people who live north of the forty-ninth parallel, there is a better and more effective way than free trade to go: why did they not advocate joining the United States! (SHARP 1994: 185)

Ce qui marque en premier lieu dans ces quelques lignes de Sharp, c'est que son opposition au libre-échange n'était pas motivée par des considérations d'ordre économique ; il rappelle par ailleurs avoir combattu les protectionnistes au cours de sa carrière. Pour lui, le but premier de la « politique nationale » canadienne ne devrait pas être l'économie ni la création « de plus d'emplois ou de meilleurs emplois ». Ce qui comptait le plus à ses yeux, et ce sur quoi la politique du gouvernement fédéral devait reposer, était au contraire « l'indépendance » canadienne dans les domaines de l'économie, mais aussi de la culture et de la politique. Il précise que, jusqu'alors, le gouvernement dont il avait fait partie (voire sa génération, ou les Canadiens) avait fait son maximum pour « résister » à la « menace » représentée par l'omniprésence américaine. Il est possible de lire dans les propos de Sharp un regret que le choix du libre-échange soit équivalent à un abandon de cette résistance, à un désaveu des politiques menées sous le gouvernement Trudeau, sinon une trahison des intérêts canadiens. Le ton est sentencieux et fait la part belle à l'émotion. Néanmoins, cet appel émotionnel à préserver l'intégrité du Canada pourrait aussi être envisagé comme une stratégie de la part de Sharp, dans la mesure où la perception de la menace américaine est utilisée comme facteur permettant d'unifier le Canada :

I have learned, over the years, that among the strongest unifying forces has been the desire of Canadians to be separate from the United States

Chloé CARBUCCIA

and to avoid being overwhelmed by the economic power and cultural influences of that great republic to the south. The desire to be independent reinforces the argument for unity. That is why I felt that the Canada-United States Free Trade Agreement, by promoting integration of our two economies, replacing internationalism by continentalism, reduced our ability to resist American economic and cultural domination (SHARP 1994: 268).

Dans ce passage des mémoires de Sharp, il ressort clairement que la volonté de se distinguer des États-Unis est érigée en « argument » ultime appelant à l'unité. Cependant, une ambiguïté rhétorique, sinon logique ou conceptuelle semble émerger de la dernière phrase de cette citation: d'après Sharp, l'unité canadienne est en effet renforcée par le « désir d'indépendance » et c'est pourquoi la défense de l'intégration des économies des deux voisins affaiblit la capacité du Canada à « résister » à la « domination » américaine. L'unité canadienne permet-elle alors de s'émanciper de l'attraction des États-Unis ou est-ce l'idée que les États-Unis représentent une menace pour l'indépendance du Canada qui est le moteur de cette unité ? Les deux sont probablement liées dans la réflexion de Sharp. En revanche, le ton n'est pas ambivalent: c'est bel et bien un pessimisme sincère qui semble se démarquer de son raisonnement.

Le politologue canadien Stephen Clarkson se rappelle lui aussi de son état d'esprit très pessimiste lors du passage de l'accord du libre-échange Canada-États-Unis qui marquait, selon lui, la fin des programmes gouvernementaux dans lesquels est logée une partie de l'identité canadienne :

I was in mourning for the exuberant, liveable, creative, hopeful Canada that my generation had tried to build and that 'free' trade seemed to have condemned to a lingering death. [...] Deeper integration in the American system, we believed, would doom the efforts of many generations to build a better society on the northern half of the continent. CUFTA signaled the end of Canada as we knew it. It would strike at the heart of the government structures and programs in which we had lodged so much our shared identity.

Comme Sharp, Clarkson a déploré que les efforts menés, en l'occurrence par de nombreuses générations de Canadiens, semblaient réduits à néant par le libre-échange qui devait sonner le glas du Canada bâti par des générations de citoyens comme une « société meilleure » que celle de son voisin. Par ailleurs, l'identité canadienne commune est associée de façon intrinsèque par Clarkson

DISCOURS LIBÉRAUX DE RÉSISTANCE AU CONTINENTALISME

au rôle joué par le gouvernement. Ce sont ces « structures et programmes gouvernementaux » qui distinguent en filigrane le Canada de son voisin. La distinction et l'unité ne sont pas alors juste rhétoriques mais trouvent une expression concrète dans la société elle-même ainsi que dans la façon dont elle a été conçue. Clarkson cite ces inquiétudes mais les replace aussi dans leur contexte et cette anecdote sert d'entrée en matière, d'amorce à l'analyse. Ce qui différencie également le texte de Clarkson de celui de Sharp, c'est que le premier, dont l'ouvrage a été publié dix ans plus tard, replace l'intégration croissante du Canada au « système américain » dans le contexte de la mondialisation et prend donc du recul par rapport à l'idée de continentalisation:

It also turned out to be just the first round in a series of Canadian engagements with those broader economic and political forces that we now call globalization and that affects all countries (CLARKSON 2004: 15).

Les discours libéraux du début des années soixante-dix ont insisté sur le contrôle de son destin par le Canada, à une époque où l'interdépendance asymétrique croissante semblait mettre en danger son devenir politique. Réguler les investissements américains sur le sol canadien était présenté clairement comme un moyen de reprendre son avenir en main. Une certaine note d'espoir et d'optimisme était manifestement présente: même les discours plus alarmistes du Comité pour un Canada Indépendant ont proposé des solutions concrètes pour remédier à la situation ; plusieurs d'entre elles ont d'ailleurs été adoptées.

Les discours brandissant la menace américaine disparaissent parmi la grande bourgeoisie et ne se trouvent plus au cœur du discours conservateur. En revanche le terme « continentalisme » continue d'évoquer l'image d'une attraction qui s'avère irrésistible pour certains, et à laquelle d'autres pensent qu'il est de leur devoir de résister. Le terme promet à la fois, selon le côté où on se situe, la prospérité et/ou la perte de souveraineté en déléguant le pouvoir de décision politique à des forces économiques échappant au contrôle des gouvernements élus et des citoyens. Le libre-échange semble donc représenter la victoire du continentalisme sur l'intervention étatique dans l'économie. Néanmoins ces choix ont été opérés par les gouvernements canadiens et non par des forces obscures et inéluctables.

Proposer aux Canadiens de poursuivre une ligne indépendante des États-Unis permettait au gouvernement fédéral de justifier son rôle et de

Chloé CARBUCCIA

légitimer son intervention dans l'économie ainsi qu'une certaine forme de suprématie sur les provinces. Il était aussi plus facile de chercher à se démarquer du voisin du sud à l'heure où il apparaissait beaucoup moins attractif. De nombreux discours se sont aussi fait les défenseurs du continentalisme sous la forme du libre-échange, notamment parmi les économistes et dans le milieu des affaires. Diversifier ses échanges à l'international pour contrebalancer l'intégration régionale n'a pas fonctionné pour le Canada à l'époque mais cela ne signifie pas pour autant que cette stratégie ne pourrait pas être à nouveau tentée à l'avenir.

Bibliographie

BALTHAZAR, Louis (1983), « Les relations canado-américaines : Nationalisme et continentalisme », *Études internationales*, vol. 14 n°1, pp. 23-37.

BÉLANGER, Damien-Claude (2011), *Prejudice and Pride Canadian Intellectuals Confront the United States, 1891-1945*, University of Toronto Press.

CLARKSON, Stephen (2002), *Uncle Sam and Us, Globalization, Neoconservatism and the Canadian State*, University of Toronto Press.

CREIGHTON, Donald (1970), *Canada's First Century 1867-1967*, Toronto, Macmillan of Canada.

CROS, Laurence (1998), *La représentation du Canada dans les écrits des historiens anglophones canadiens, de la Confédération à nos jours*, Thèse de doctorat, Paris 3.

FRANCIS, Diane (2013), *Merger of the Century, Why Canada and America Should Become One Country*, New York, HarperCollins Publishers.

GORDON, Walter L. (1978), *What is Happening to Canada?*, Toronto, McClelland and Stewart Limited.

GRANT, George (1965), *Lament for a Nation, the Defeat of Canadian Nationalism*, Toronto, McClelland and Stewart Limited.

HALLORAN, Mary, HILLIKER, John et DONAGHY, Greg (2005), « The White Paper Impulse : Reviewing Foreign Policy under Trudeau and Clark », <http://www.cpsa-acsp.ca/papers-2005/Halloran.pdf>

DISCOURS LIBÉRAUX DE RÉSISTANCE AU CONTINENTALISME

HAGLUND, David (2004), « The Comparative "Continentalization" of Security and Defence Policy in North America and Europe: Canadian Multilateralism in a Unipolar World? », *Journal of Canadian Studies*, vol. 28 n°2.

HEAD, Ivan (1972), « Defining the New Economic Nationalism: the Economic and Political Mix », Chicago Council on Foreign Relations, BAC, MG 26 07, vol. 48 f. 4.

KRUGMAN, Paul (23 octobre 2015), « Keynes Comes to Canada », *the New York Times*, <http://www.nytimes.com/2015/10/23/opinion/keynes-comes-to-canada.html>

McROBERTS, Kenneth (1997), *Misconceiving Canada the Struggle for National Unity*, Toronto, Oxford University Press.

RESNICK, Philip (1977), *The Land of Cain Class and Nationalism in English Canada 1945-1975*, Vancouver, New Star Books.

SHARP, Mitchell (1994), *Which Reminds Me. A Memoir*, University of Toronto Press.

--- (1972), « Canada-US Relations: Options for the Future », *International Perspectives*.

--- (1972), « Canada and the United States – The "Third Option" », in Arthur E. Blanchette (éd.) (1980), *Canadian Foreign Policy 1966-1976 Selected Speeches and Documents*, Ottawa, Carleton Library, pp. 106-111.

SIGLER, John H. and GORESKY, Dennis, (1974), « Public Opinion on United States-Canadian Relations », *International Organization*, vol. 28 n°4, pp. 637-668.

WINTERS, Robert H. (1967), « Foreign Ownership and the Multinational Corporation », in Arthur E. Blanchette (éd.) (1980), *Canadian Foreign Policy 1966-1976 Selected Speeches and Documents*, Ottawa, Carleton Library, pp. 83-90.